Collège d'autorisation et de contrôle

Avis n°08/2005

Contrôle de la réalisation des obligations de RTL-TV*i* et Club RTL (S.A. TV*i*) pour l'exercice 2004

En exécution de l'article 133 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, le Conseil supérieur de l'audiovisuel rend un avis sur la réalisation des obligations de RTL-TV*i* et Club RTL pour l'exercice 2004, en fondant son examen sur le rapport transmis par l'éditeur TV*i*, sur le rapport du Service général de l'audiovisuel et des multimédias du Ministère de la Communauté française en matière de coproductions et commandes de programmes, sur des compléments d'informations demandés par le CSA et sur le rapport de vérification comptable.

La S.A. TV*i* a été autorisée au titre d'éditeur de service de radiodiffusion télévisuelle pour les services RTL-TV*i* et Club RTL par arrêté du gouvernement de la Communauté française du 6 janvier 1997. TV*i* n'a pas fait usage de la faculté offerte à l'article 167 §3 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion d'introduire une nouvelle demande d'autorisation en application dudit décret.

Considérant que les services RTL-TV*i* et Club RTL sont placés sous un régime commun d'obligations conventionnelles, le présent avis porte globalement sur ces deux services de l'éditeur. Il présente néanmoins de manière séparée toutes les obligations s'appliquant à l'éditeur par service. Le rapport annuel du service Plug TV du même éditeur fait l'objet d'un avis distinct, dès lors qu'il relève des seules obligations du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

PREAMBULE

L'éditeur déclare qu'aucune mise à jour de l'information communiquée dans les rapports annuels antérieurs n'est nécessaire en ce qui concerne la localisation de son siège social ni la procédure et la structure décisionnelle relative à la programmation. Le rapport annuel pour l'exercice 2002 établissait à cet égard que le siège social de l'éditeur est situé à Bruxelles tandis que les décisions en matière de programmation sont prises lors d'un séminaire annuel organisé au sein de TV*i* regroupant les directeurs des différents départements concernés par la programmation tous établis à Bruxelles. La stratégie à suivre et les nouvelles propositions sont analysées par cette assemblée. Il en va de même de la transmission technique du signal de l'éditeur vers les opérateurs de réseaux câblés couvrant le territoire de la Communauté française : l'acheminement des programmes RTL-TV*i* et Club RTL vers les opérateurs de réseau par satellite a été abandonnée dans le courant de l'année 2002 au profit d'une injection directe dans le câblé.

PRODUCTION PROPRE

(article 2 de la convention)

Le budget annuel moyen de production propre de programmes étant pour les années 1993, 1994 et 1995 de 17.848.333,78 €, TVi s'est engagé à affecter à ce poste, annuellement et pour la durée de la convention, une somme au moins équivalente à ce montant, adapté, chaque année, au 1^{er} janvier et pour la première fois le 1^{er} janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de TVi, tel que défini à l'article 4, constatée entre la troisième année et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

Le montant des engagements pour l'exercice 2004 s'élève à 25.320.463 €. L'éditeur déclare avoir consacré une somme de 30.622.095 € aux productions propres, constitué de 24.219.335 € de dépenses directes et de 6.402.760 € de dépenses indirectes.

Après vérification comptable, le Collège d'autorisation et de contrôle constate un montant éligible de 34.313.483 €.

MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

(article 50 §1^{er} 1^o du décret et article 11 de la convention)

TVi doit mettre en valeur dans ses programmes le patrimoine – et particulièrement le patrimoine culturel - de la Communauté française, au sens large et dans ses différents aspects régionaux.

TVi s'est engagé à assurer, à la demande du Gouvernement et selon des modalités qui seront définies dans un avenant, la promotion des manifestations culturelles de la Communauté française en mettant à la disposition de celle-ci, annuellement, des espaces promotionnels pour une valeur de 25 millions de FB (soit 619.733,81 €), adaptés, chaque année au 1^{er} janvier et pour la première fois le 1^{er} janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires de TVi, tel que défini à l'article 4, constatée entre la troisième année et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

Une liste de reportages et d'invités mettant en valeur le patrimoine culturel de la Communauté française, avec la durée et leur date de diffusion, a été transmise par l'éditeur, globalement pour les deux services RTL-TVi et Club RTL .

L'éditeur de services déclare que RTL-TVi et Club RTL sont des chaînes de proximité dans lesquelles il est fait référence, à chaque fois que c'est possible, aux sujets culturels qui intéressent les habitants de la Communauté française dans les domaines qui sont les suivants : centres culturels, architecture, audiovisuel, enseignement, jeunesse, recherche scientifique, santé, théâtre, cinéma, musique, danse.

Pour RTL-TVi, ces sujets sont traités d'une part dans les programmes récurrents suivants qui relèvent de la production propre et de commandes de programmes : Journaux télévisés, « Face à face », « RTL+ », « Place Royale », « Ca alors », « Si c'était vous », « Coûte que coûte », « Tout s'explique ». D'autre part, RTL-TVi a programmé

de grandes émissions de spectacle de personnalités belges telles que François Pirette, Annie Cordy et Salvatore Adamo. Enfin, chaque année, le « Télévie » constitue également un rendez-vous culturel important en Communauté française.

L'éditeur communique des listes de sujets attachés au patrimoine culturel de la Communauté française issus des journaux télévisés et émissions d'information de RTL-TVi.

Pour Club RTL, le patrimoine culturel de la Communauté française est essentiellement mis en avant dans le cadre d'événements sportifs dont ceux liés à la coupe de Belgique de football, mais aussi les sports moteurs.

Par ailleurs TVi déclare que :

- à l'heure actuelle, il ne dispose d'aucune convention signée avec le gouvernement de la Communauté française concernant la mise à la disposition de celle-ci, des espaces promotionnels pour assurer la mise en valeur des manifestations culturelles en Communauté française ;
- une telle convention et les modalités y afférentes étaient en cours de négociation sous la législature précédente ; les négociations avec le nouveau ministre en charge de l'audiovisuel doivent reprendre à ce sujet ;
- en l'absence de toute convention et sans définition des obligations qui lui incombent en matière de valorisation du patrimoine culturel de la Communauté française dans les programmes de TVi, l'éditeur estime qu'il lui est impossible de répondre de manière exhaustive à cette demande.

TVi présente une liste d'espaces promotionnels mis à disposition de la Communauté française sur un an – en première diffusion et rediffusion comprise – pour une durée totale de 17.010 minutes et une valeur totale de 657.190 € brut dont 548.499 € sur RTL-TVi et 67.312 € sur Club RTL.

PRESTATIONS EXTERIEURES

(article 3 de la convention)

Le budget annuel moyen des prestations extérieures étant pour les années 1993, 1994 et 1995 de 120 millions FB (soit 2.974.722,29 €), TVi s'est engagé à affecter à ce poste, annuellement et pour la durée de la convention, une somme au moins équivalente à ce montant, adapté, chaque année au 1^{er} janvier et pour la première fois le 1^{er} janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires, tel que défini à l'article 4, constatée entre la troisième et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

Le montant à atteindre en prestations extérieures pour l'exercice 2004 s'élève à 4.219.733 €. Les dépenses déclarées par l'éditeur s'élèvent à 6.661.909 €.

L'éditeur transmet par ailleurs la liste des prestataires extérieurs et leur adresse, la nature et les montants afférant à chacune des prestations.

Après vérification comptable, le Collège d'autorisation et de contrôle constate que le montant éligible s'élève à 6.008.911 €, en ce compris la valorisation des commandes de programmes.

COPRODUCTIONS ET COMMANDES DE PROGRAMMES

(article 4 de la convention)

Les modalités d'application de l'engagement de TVi en matière de coproductions sont fixées dans le protocole d'accord du 17 août 1994 entre la Communauté française, la société TVi et les associations professionnelles.

1. Coproduction

TVi s'est engagée à affecter annuellement à la coproduction une somme fixée à 2,2 % de son chiffre d'affaires brut de l'année précédente (à savoir le montant des recettes brutes facturées, commissions et sur-commissions non déduites par la régie publicitaire de TVi, ou à défaut de régie par TVi, pour l'insertion de messages de publicité commerciale, non commerciale, régionale et de parrainage dans les programmes de TVi).

Attachée à l'autorisation du service Plug TV, une convention complémentaire étend la contribution de TVi au chiffre d'affaires de Plug TV, étendu à toutes les autres recettes induites par la mise à disposition de ce service contre rémunération.

Cette obligation est considérée globalement pour les trois services RTL-TVi, Club RTL et Plug TV.

L'engagement à rencontrer par TVi pour l'exercice 2004 s'élève à 3.159.989 €. Ce montant résulte des éléments suivants :

- montant de base 2004 RTL-TVi et Club RTL :	2.875.090,33 €
(2,2 % du chiffre d'affaires 2003, tel que défini dans la convention)	
- manquement d'engagement de 2003 :	+ 149.502,34 €
- montant de base 2004 Plug TV	+ 135.396,68 €
(2,2% du chiffre d'affaires 2004, tel que défini dans le décret)	

TVi déclare que le montant affecté aux coproductions en 2004 s'élève à 3.014.500 € et produit la liste des diffusions à l'antenne des coproductions durant l'exercice 2004.

Sous réserve de la vérification des retombées en Communauté française, le Comité d'accompagnement du protocole d'accord a déclaré éligible la totalité de ces engagements.

Le Collège constate que le manquement de 145.489,35 € peut faire l'objet d'un report à l'exercice suivant, dès lors qu'il ne dépasse pas le maximum autorisé fixé à 5% de l'obligation.

2. Commande de programmes

TVi s'est engagé à affecter annuellement à la commande de programmes une somme de 40 millions BEF adaptée chaque année au 1^{er} janvier et pour la première fois au 1^{er} janvier 1998, au prorata de l'évolution du chiffre d'affaires (tel que défini au §1er) constatée entre la troisième et la deuxième année précédant l'année d'exercice de la convention.

L'engagement à rencontrer par TVi pour l'exercice 2004 s'élève à 1.272.163 €, soit le montant de base 2004 de 1.338.908 € dont est soustrait un excédent 66.745 € du précédent exercice.

TVi déclare que le montant affecté aux commandes en 2004 est de 5.053.647 €.

Le Comité d'accompagnement du protocole d'accord a déclaré un montant éligible de 4.048.850 €.

TRAITEMENT DE L'INFORMATION

(article 35 §1^{er}, 4^o, 5^o et 6^o du décret et article 10, alinéas 2 et 3 de la convention)

L'éditeur doit, en exécution du décret, faire assurer la gestion des programmes d'information par des journaliste professionnels engagés sous contrat d'emploi, et reconnus conformément à la loi du 30 décembre 1963, en nombre suffisant par rapport au service édité.

L'éditeur a transmis la liste des 94 membres du personnel possédant une carte de presse.

L'éditeur doit, en exécution du décret, établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter.

L'éditeur a communiqué le code de déontologie adopté en novembre 2003.

L'éditeur doit, en exécution du décret, reconnaître une société interne de journalistes en qualité d'interlocutrice et la consulter sur les questions qui sont de nature à modifier fondamentalement la ligne rédactionnelle, sur l'organisation des rédactions pour ce qui concerne les programmes d'information et sur la désignation du rédacteur en chef. Cette société interne est composée de journalistes représentant la ou les rédactions de l'éditeur de services.

Une « Société des journalistes professionnels de RTL-TVi » a été constituée en 1989. L'éditeur en communique les statuts ainsi qu'une note explicative sur son fonctionnement et déclare qu'aucune question particulière n'a été posée à la société interne de journalistes en 2004.

Par convention, TVi s'engage à diffuser deux éditions quotidiennes d'information d'au moins 20 minutes. Ces journaux d'information sont réalisés en production propre par

des journalistes professionnels au sens de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection de titre de journaliste.

Cette obligation a été rencontrée pour toute la durée de l'année 2004. L'éditeur diffuse deux éditions quotidiennes d'information, à 13 heures et à 19 heures, d'une durée de 28 minutes pour le 13 heures et 35 minutes pour le 19 heures. Ces journaux d'information sont réalisés en production propre par des journalistes professionnels.

Par convention, TVi s'est engagée à communiquer au Gouvernement annuellement un rapport, distinct du rapport visé à l'article 17, sur ses émissions d'information et sur l'exécution du règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information.

En 2004, l'éditeur déclare avoir consacré à l'information dans la programmation des deux services :

- sur RTL-TVi : 2110 heures 22 minutes (soit 27,45%) et sur Club RTL 250 heures 31 minutes (soit 3,39%) rediffusions comprises ;

- sur RTL-TVi : 596 heures 08 minutes (soit 11,26 %) en première diffusion ; il produit à l'appui de cette déclaration la liste commentée des émissions concernées.

L'éditeur a transmis un document qui détaille mois par mois (de 1 à 9 dossiers par mois) les cas de droits de réponse et incidents, leur objet et leur état, survenus au cours de l'année 2004.

ACHATS DE PROGRAMMES

(article 5 de la convention)

TVi s'engage à acquérir en priorité et chaque fois que c'est réalisable les droits de diffusion de programmes produits en Communauté française à un producteur ou à un distributeur indépendant de la Communauté française.

TVi déclare n'avoir aucun engagement à comptabiliser, dans la mesure où les montants liés à l'acquisition des droits de diffusion concernés sont déjà comptabilisés sous d'autres rubriques : production propre, prestations extérieures, coproduction et commandes de programmes.

PROGRAMMATION

Heures de programmes

(article 6 de la convention)

TVi s'est engagé à diffuser, dans la mesure du possible, ses programmes 24 heures sur 24.

Pour RTL-TVi

TVi a diffusé, en moyenne journalière, 21 heures 3 minutes de programmes.

Pour Club RTL

TVi a diffusé, en moyenne journalière, 20 heures 16 minutes de programmes.

Diffusion de programmes en langue française

(article 42, §1^{er} 3^o du décret)

L'éditeur doit, en exécution du décret, sauf pour ce qui concerne les programmes musicaux, proposer une proportion majoritaire de programmes en langue française.

Pour RTL-TVi

- Durée annuelle des programmes, exception faite des programmes musicaux : 7658 heures 7 minutes ;
- Durée annuelle des programmes en langue française et proportion par rapport à la durée annuelle des programmes, exception faite des programmes musicaux : 7658 heures 7 minutes, soit 100 %.

Pour l'éditeur, la politique de programmation de RTL-TVi en matière de programmes en langue française est imprégnée de sa vocation de chaîne de proximité. En ce sens, elle entend réaliser la totalité de sa diffusion en français afin de répondre aux exigences et aux attentes de son public situé en Communauté française de Belgique.

Pour Club RTL

- Durée annuelle des programmes, exception faite des programmes musicaux : 6257 heures 25 minutes ;
- Durée annuelle des programmes en langue française et proportion par rapport à la durée annuelle des programmes, exception faite des programmes musicaux : 6096 heures soit 97.42 %.

Pour l'éditeur, la politique de programmation de Club RTL en matière de programmes en langue française est imprégnée de sa vocation de chaîne de proximité. En ce sens, elle entend réaliser la totalité de sa diffusion en français afin de répondre aux exigences et aux attentes de son public situé en Communauté française de Belgique. Hors les programmes musicaux, le seul programme diffusé en une autre langue que le français est le magazine « Hei Elei ».

Diffusion d'œuvres musicales de la Communauté française

(article 42, §1^{er} 1^o du décret et article 7 de la convention)

En exécution du décret, l'éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle doit... le cas échéant, réserver une part qui ne peut être inférieure à 4,5 p.c. de la programmation musicale à des œuvres de compositeurs, artistes-interprètes, ou de producteurs de la Communauté française dont le domicile, la résidence, le siège social ou le siège d'exploitation est ou a été situé en Région bilingue de Bruxelles capitale ou en Région de langue française.

TVi s'est engagé à mettre en valeur dans sa programmation les œuvres musicales de compositeurs, d'artistes-interprètes et de producteurs de la Communauté française.

Pour RTL-TVi

- Durée annuelle de la programmation musicale et proportion de la durée de la programmation musicale par rapport à la durée annuelle de la diffusion des programmes : 30 heures 22 minutes soit 1% ;
- Durée échantillonnée des œuvres musicales de compositeurs, d'artistes interprètes et de producteurs de la Communauté française diffusées et pourcentage par rapport à la durée échantillonnée de la programmation musicale : 46 minutes, soit 100 %.

Une seule semaine de l'échantillonnage comporte des œuvres musicales émanant d'intervenants de la Communauté française. La programmation musicale de RTL-TVi consiste seulement en la diffusion du clip de l'été.

L'éditeur a également transmis la liste de la diffusion des œuvres musicales de la Communauté française. Cette liste reprend les date et heure de diffusion, la durée, la maison de production, l'artiste et le titre.

Pour Club RTL

- Durée annuelle de la programmation musicale et proportion de la durée de la programmation musicale par rapport à la durée annuelle de la diffusion des programmes : 1.141 heures 38, soit 19% ;
- Durée échantillonnée des œuvres musicales de compositeurs, d'artistes interprètes et de producteurs de la Communauté française diffusées et pourcentage par rapport à la durée échantillonnée de la programmation musicale : 6 heures, soit 6,38%.

L'essentiel de la programmation musicale de Club RTL est composé de deux rendez-vous : Clip Club et Ultratop. D'autres émissions musicales figurent dans la grille des programmes de manière ponctuelle, telle que la diffusion de « Disney in concert in celebration of brother bear » en 2004.

L'éditeur transmet la liste de la diffusion des œuvres musicales de la Communauté française et la liste de diffusion des œuvres musicales au total. Ces listes reprennent les date et heure de diffusion, la durée, la maison de production, l'artiste et le titre.

Diffusion d'œuvres européennes

(article 43 du décret)

§ 1^{er}. La RTBF et les éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle doivent assurer dans leurs services, une proportion majoritaire de leur temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion, au télé-achat ou aux services de télétexte, à des œuvres européennes, en ce compris des œuvres originales d'auteurs relevant de la Communauté française.

§ 2. Les éditeurs de services visés au § 1^{er} doivent assurer dans leurs services, une part de 10 p.c. du temps d'antenne, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion, au télé-achat ou aux services de télétexte, à des œuvres européennes émanant de producteurs indépendants des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle, en ce compris les producteurs

indépendants de la Communauté française. La production de ces œuvres ne peut être antérieure à cinq ans avant leur première diffusion.

Pour RTL-TVi

TVi déclare, sur la base de quatre semaines d'échantillon (une semaine par trimestre) dont les dates ont été choisies par le Collège :

- Diffusion d'œuvres européennes
 - ❑ Durée échantillonnée de la diffusion des programmes : 485 heures 34 minutes
 - ❑ Durée échantillonnée éligible (exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion, au télé-achat ou aux services de télétexte) : 250 heures 41 minutes
 - ❑ Durée échantillonnée des œuvres européennes et proportion de celle-ci dans la durée éligible : 138 heures 41 minutes, soit 55,33 %

- Diffusion d'œuvres européennes émanant de producteurs indépendants des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle de moins de 5 ans, en ce compris des producteurs indépendants de la Communauté française
 - ❑ Durée des œuvres européennes émanant de producteurs indépendants et proportion de celle-ci dans la durée totale éligible: 59 heures 8 minutes, soit 23,59%
 - ❑ Durée échantillonnée des œuvres de la Communauté française et des œuvres européennes émanant de producteurs indépendants de moins de cinq ans et proportion de celle-ci dans la durée totale éligible : 36 heures 24 minutes, soit 14,52 %

Pour Club RTL

TVi déclare, sur la base de quatre semaines d'échantillon (une semaine par trimestre) dont les dates ont été choisies par le Collège :

- Diffusion d'œuvres européennes
 - ❑ Durée échantillonnée de la diffusion des programmes : 411 heures 30 minutes
 - ❑ Durée échantillonnée éligible (exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion, au télé-achat ou aux services de télétexte) : 301 heures 35 minutes
 - ❑ Durée échantillonnée des œuvres européennes et proportion de celle-ci dans la durée éligible : 69 heures 46 minutes, soit 23.14 %

- Diffusion d'œuvres européennes émanant de producteurs indépendants des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle de moins de 5 ans, en ce compris des producteurs indépendants de la Communauté française

- ❑ Durée échantillonnée des oeuvres européennes émanant de producteurs indépendants et proportion de celle-ci dans la durée totale éligible: 55 heures 30 minutes, soit 18,40 %
- ❑ Durée échantillonnée des oeuvres de la Communauté française et des oeuvres européennes émanant de producteurs indépendants de moins de cinq ans et proportion de celle-ci dans la durée totale éligible : 19 heures 32 minutes, soit 6,48 %

Après vérification, le Collège d'autorisation et de contrôle établit les proportions suivantes pour RTL-TVi: 55,4% d'oeuvres européennes, 23,8% d'oeuvres indépendantes et 14,7% d'oeuvres indépendantes récentes.

Après vérification, le Collège d'autorisation et de contrôle établit les proportions suivantes pour Club RTL : 32,3% d'oeuvres européennes, 28,7% d'oeuvres indépendantes et 19,5% d'oeuvres indépendantes récentes.

Après vérification, le Collège d'autorisation et de contrôle établit les proportions suivantes cumulées pour les services RTL-TVi, Club RTL et Plug TV : 43,4% d'oeuvres européennes, 25,7% d'oeuvres indépendantes et 19,3% d'oeuvres indépendantes récentes.

Diffusion d'oeuvres audiovisuelles d'expression originale française

(article 42, §1^{er} 2° du décret)

L'éditeur de services de radiodiffusion télévisuelle doit ... (2°) le cas échéant, réserver une part de 10 p.c. du temps de diffusion défini à l'article 43 en faveur d'oeuvres audiovisuelles dont la version originale est d'expression française.

Pour RTL-TVi

Durée échantillonnée éligible (idem supra) : 250 heures 41 minutes

Durée de la programmation des oeuvres audiovisuelles d'expression originale française et proportion de celle-ci dans la durée totale éligible : 17 heures 21 minutes, soit 6,93 %

Pour CLUB RTL

Durée échantillonnée éligible (idem supra) : 301 heures 35 minutes

Durée de la programmation des oeuvres audiovisuelles d'expression originale française et proportion de celle-ci dans la durée totale éligible : 31 heures 37 minutes, soit 10,49%

Après vérification, le Collège d'autorisation et de contrôle arrête la proportion de la diffusion de ces oeuvres à 6,8% pour RTL-TVi, 16,5% pour Club RTL et 10,4% pour les trois services de TVi.

Avertissement du téléspectateur

(article 13, alinéa 2 de la convention)

TVi s'est engagé à communiquer au Gouvernement annuellement un rapport distinct du rapport visé à l'article 17, relatif à l'application du code de déontologie, mettant en exergue les problèmes rencontrés et les réponses apportées.

TVi a fourni un rapport sur l'application du code déontologique relatif à la diffusion d'émissions télévisées comprenant des scènes de violence. Ce document présente la composition et le fonctionnement de la « Commission signalétique », la méthodologie pour la classification et le contrôle, des statistiques relatives à l'application de la signalétique, et détaille dans l'ordre chronologique les incidents et plaintes survenus en 2004.

EMPLOI

(article 8 de la convention)

TVi a déclaré en 1995, 182 emplois à temps plein et s'est engagé à tout mettre en œuvre pour annuellement, maintenir, et, si possible, augmenter, ce nombre d'emplois à temps plein pour la durée de la convention. En tout état de cause, TVI s'est engagé à assurer un minimum de 150 emplois à temps plein pour la durée de la convention.

TVi déclare avoir employé 394,1 équivalents temps plein durant l'exercice 2004.

L'éditeur transmet le bilan social de la société.

PUBLICITE ET TELE-ACHAT

(article 20 du décret)

L'article 20 du décret du 27 février 2003 prévoit que le temps de transmission ne peut dépasser 15% du temps de transmission quotidien. Toutefois, ce temps de transmission peut-être porté à 20 p.c. s'il comprend le télé-achat, à condition que le volume des spots publicitaires ne dépasse pas 15 p.c.. Par ailleurs l'éditeur doit présenter un rapport sur l'activité de télé-achat

Pour RTL-TVi

TVi a fourni :

- la liste des produits offerts à la vente en 2004 et leurs fournisseurs ;
- les jours et heures de diffusion et durée des programmes (« spots et fenêtres ») de télé-achat et des spots publicitaires sur les quatre semaines d'échantillon ;
- le chiffre d'affaires brut hors taxes (retours non déduits) : 7.219.018 €.

L'éditeur précise par ailleurs qu'aucune plainte ou litige particulier n'a été enregistré.

- Durée totale annuelle de la publicité et pourcentage par rapport à la durée totale annuelle (7688 heures 30 minutes) des programmes : 557 heures 38 minutes, soit 7,25%
- Durée totale annuelle du télé-achat et pourcentage par rapport à la durée totale annuelle des programmes : 1000 heures 56 minutes, soit 13,02%
- Durée totale annuelle de la publicité et du télé-achat et pourcentage par rapport à la durée totale annuelle des programmes : 1558 heures 35 minutes, soit 20,27%

Pour Club RTL

TVi a fourni :

- la liste des produits offerts à la vente en 2004 et leurs fournisseurs ;
- les jours et heures de diffusion et durée des programmes (« spots et fenêtres) de télé-achat et des spots publicitaires sur les quatre semaines d'échantillon ;
- le chiffre d'affaires brut hors taxes.

L'éditeur précise par ailleurs qu'aucune plainte ou litige particulier n'a été enregistré.

- Durée totale annuelle de la publicité et pourcentage par rapport à la durée totale annuelle (7399 heures 04 minutes) des programmes : 287 heures 35 minutes, soit 3,88 %
- Durée totale annuelle du télé-achat et pourcentage par rapport à la durée totale annuelle des programmes : 868 heures 35 minutes, soit 11,74 %
- Durée totale annuelle de la publicité et du télé-achat et pourcentage par rapport à la durée totale annuelle des programmes : 1156 heures 35 minutes, soit 15,63 %

COLLABORATION AVEC LA PRESSE ECRITE

L'article 30 du décret du 27 février 2003 prévoit que l'éditeur affecte à la presse écrite une part de leur chiffre d'affaires en tant que compensation de la perte de revenus due à la diffusion de la publicité à la télévision

Par convention, l'éditeur s'est engagé à mener des collaborations avec la presse écrite et à participer au système d'aide à la presse écrite.

L'article 15 de la convention précise que « les parties constatent que, au moment de la signature de la présente convention, la mise en œuvre des dispositions de l'article 16,9° du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, est exécutée par la présence de la société Audiopresse représentant les intérêts de la presse écrite, dans le capital de TVi, telle qu'organisée au 1^{er} janvier 1997 ».

En vertu de l'accord intervenu entre la Communauté française, les éditeurs de journaux et les radiodiffuseurs publics et privés le 16 janvier 2004, un montant de 785.451 € a été payé en date du 8 octobre 2004 au titre de dépassement de montant annuel pour l'année 2004.

DROITS D'AUTEUR ET DROITS VOISINS

(article 35, §1, 8° du décret)

Pour être autorisé et conserver son autorisation l'éditeur de services doit (...) avoir mis en œuvre les procédures destinées à respecter la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins.

Après une période de litige de quatre ans, l'éditeur confirme qu'un accord est intervenu avec la SABAM en date du 27 juin 2005, portant sur l'autorisation de communiquer au public des oeuvres du répertoire de la SABAM et régularisant ainsi la situation pour les années antérieures et à venir.

La SABAM a confirmé ce point de vue.

AVIS DU COLLÈGE D'AUTORISATION ET DE CONTRÔLE

Pour les services RTL-TV*i* et Club RTL, TV*i* a respecté ses obligations en matière de production propre, de prestations extérieures, de coproductions et commandes de programmes, d'information, d'emploi, de diffusion de programmes en langue française, de diffusion d'œuvres musicales de la Communauté française, de diffusion d'œuvres européennes indépendantes et récentes, d'avertissement du téléspectateur, de droits d'auteur et droit voisins et de collaboration avec la presse écrite.

L'obligation, inscrite dans le décret, de mise en valeur du patrimoine culturel de la Communauté française doit être rencontrée, nonobstant l'absence de conclusion d'un avenant à la convention, qui aurait dû être signé avec le gouvernement.

En matière d'achats de programmes, le Collège souligne que le protocole d'accord conclu avec les associations professionnelles relatif à la coproduction prévoit que les droits de diffusion des œuvres coproduites sont négociés séparément et indépendamment des montants afférant à cette obligation.

Pour RTL-TV*i*, TV*i* n'a pas atteint la proportion de 10% de son temps de diffusion consacrée aux œuvres audiovisuelles d'expression originale française. L'obligation décrétales est cependant respectée par les trois services de l'éditeur considérés globalement, en exécution de l'article 42 du décret.

Pour Club RTL, TV*i* n'a pas atteint la proportion majoritaire de son temps de diffusion consacrée aux œuvres européennes. L'obligation décrétales n'est pas respectée par les trois services de l'éditeur considérés globalement, en exécution de l'article 43 du décret.

En conséquence, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de cet avis au Secrétaire d'instruction du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux fins d'instruction, conformément à l'article 158 §1^{er} du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Fait à Bruxelles, le 26 octobre 2005